

CURRICULUM VITAE

Août 2021



Nom : HEDIR
Prénom : Mouloud
Date de naissance: 1954.
Nationalité: Algérienne.
Formation universitaire: Diplômé ENA Alger – Année 1977 –
Economie-Finances
E-Mail : mhedir@gmail.com
Etat civil : marié, 1 enfant
Connaissances linguistiques : Français- Arabe - Anglais_

1- Situation actuelle

- Conseiller économique du Président de l'UNOP (Union nationale des opérateurs de la Pharmacie)
- Membre du Cabinet Humilis Finances (Analyse économique et financière ; Conjoncture Economie Algérie ; Conseil à l'investissement)
- Membre actif du Think-Tank CARE (Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise)
- Membre de l'association d'aide aux malades (ADAM) – Assistance médicale aux personnes défavorisées
- Cadre de l'Etat en retraite

2- Parcours professionnel

- Conseiller économique du Président du FCE - Association patronale algérienne – (2010-2013)
- Directeur de site industriel dans le secteur de la production pharmaceutique (BIOPHARM - 2004-2009)
- Directeur Général du Commerce Extérieur au Ministère du Commerce (1996-2001)
- Directeur de recherche à l'INESG (Institut national d'études de stratégie globale (1992 – 1996)
- Directeur général de l'Observatoire du commerce extérieur (1990-1992)
- Attaché de cabinet, puis Sous-directeur au Secrétariat général de la Présidence de la République (1979 – 1990)

3- Principaux travaux accomplis en tant que responsable au sein de l'administration publique algérienne (1986-2000)

- Membre, au sein du département des affaires économiques de la Présidence de la république, de l'équipe en charge des premières réformes de l'économie algérienne, réformes conçues pour amorcer la transition graduelle d'une économie centralement planifiée vers une économie de marché (**1986-1990**)
- Participation au sein de l'INESG aux travaux d'élaboration prospective du Rapport « Algérie 2010 », rapport qui avait abordé notamment les enjeux et défis posés à l'économie algérienne par les perspectives de la nécessaire libéralisation de son système d'échanges commerciaux (**1993**).

- En charge, entre **1996 et 2001**, comme responsable de la Direction générale du commerce extérieur au Ministère du Commerce, de la mise en cohérence des réformes du commerce extérieur algérien, dans le cadre de la conduite d'un double processus de négociations commerciales internationales, pour l'accèsion de l'Algérie au statut de membre de l'Organisation Mondiale du Commerce et pour la conclusion de l'accord d'association avec l'Union européenne.

- Pilotage de travaux d'études liés à la préparation des négociations internationales ci-dessus :

i- sur l'élaboration d'une offre initiale, à soumettre aux pays membres de l'OMC, en prélude aux négociations sur les tarifs douaniers algériens (Projet RAB/98, financé sur des ressources du PNUD) ;

ii- sur la préparation des problématiques économiques et juridiques, en liaison avec les contraintes de la mise en conformité du régime du commerce extérieur algérien avec les règles et disciplines des différents accords de l'OMC ;

iii- Réflexion élaborée sur le thème de « la problématique générale des négociations algériennes dans les différents secteurs de services, par référence aux exigences de l'Accord Général de l'OMC sur le commerce des services » (Accord GATS). Etude publiée en 1998 dans l'ouvrage de l'INESG portant « Actes du symposium international d'Alger sur l'accèsion de l'Algérie à l'OMC et sur l'accord de partenariat avec l'Union européenne ».

- Elaboration de nombreux documents d'aide à la décision, en relation avec les négociations commerciales en perspective. A citer, notamment, dans ce contexte :

i) le « Rapport au Gouvernement sur les éléments essentiels de la stratégie de négociation de l'accèsion de l'Algérie à l'OMC » (**Septembre 1998**) ;

ii) le « rapport sur les difficultés théoriques et pratiques de la conduite d'un double processus de négociation commerciale, pour l'accèsion à l'OMC et pour la conclusion d'un accord d'association avec l'Union européenne » (**Juin 2000**) ;

iii) la « Problématique du programme de démantèlement tarifaire, dans le cadre de la construction d'une zone de libre échange avec l'Union européenne (**Janvier 2001**) ;

iv) le « Programme des transformations législatives requises pour la conduite à bien du processus d'accession à l'OMC» (Mars 2001)

4- Principaux travaux accomplis à titre privé (2004-2021) :

- Expérience de gestion d'un site de fabrication pharmaceutique privé national (Biopharm SPA) **entre 2004 et 2009**. Lancement de la fabrication locale d'une quarantaine de médicaments génériques.
- Organisation, en relation avec l'UNOP (Union nationale des opérateurs de la Pharmacie) d'un séminaire international en **Octobre 2007**, sur le thème de l'impact des règles multilatérales de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) sur le développement d'une industrie pharmaceutique locale. Les conclusions de ce séminaire ont fourni l'argumentaire qui a servi de base aux décisions de protection de la production pharmaceutique nationale qui ont commencé à être prises par le gouvernement à partir de mars 2008, générant dans la pratique un taux de croissance annuel moyen estimé à 17,5% entre 2008 et 2018.
- Organisation et animation, pour le compte de l'UNOP, association des producteurs pharmaceutiques algériens, d'un séminaire international à Alger (**mai 2010**) consacré au droit algérien des brevets et à ses implications sur le devenir des industriels pharmaceutiques nationaux.
- Mise au point et lancement, au niveau du Forum des chefs d'entreprises, d'un Indice (IFPE ou Indice du Forum pour la performance de l'entreprise algérienne) destiné à mesurer les progrès attendus de l'environnement économique et du climat des affaires en Algérie (**janvier 2012**)
- Etude réalisée pour le compte d'ONU Femmes Alger (Agence des Nations unies pour l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes) : « Evaluation de l'impact – genre de la libéralisation économique et commerciale en Algérie » - **Juillet 2013** ;
- Document de Réflexion consacré à l'analyse des difficultés soulevées par la mise en œuvre de l'accord d'association Algérie-Union européenne, dans la perspective des discussions officielle en cours en vue de son évaluation conjointe par les deux parties (**Avril 2016**). Réflexion menée pour le compte du Think Tank CARE (Centre d'analyse et de réflexion autour de l'entreprise).

- Etude relative à l'évaluation du réseau des accords commerciaux conclus par l'Algérie et des réformes qu'ils induisent dans une perspective d'avenir. Pour le compte de Banque Mondiale - Finance, Competitiveness & Innovation (FCI) Global Practice – Programme Algérie 2035 – **Juin 2017**.
- Evaluation du dispositif algérien de soutien et d'encouragement aux exportations hors hydrocarbures. Pour le compte de Banque Mondiale - Finance, Competitiveness & Innovation (FCI) Global Practice – **Février 2018**
- Algérie et Maghreb face au projet chinois des « Routes de la soie ». Réflexion menée pour le compte du Think Tank CARE (Centre d'analyse et de réflexion autour de l'entreprise). **Septembre 2018**.
- Le financement monétaire des déficits du budget de l'Algérie et les risques de récession qu'ils induisent. Réflexion menée pour le compte du Think Tank CARE (Centre d'analyse et de réflexion autour de l'entreprise). **Février 2019**.
- Axes essentiels d'une véritable réforme fiscale en Algérie. Analyse et recommandations. Dossier de proposition élaboré au sein du Think Tank CARE – **Septembre 2020** (M. Hedir & Lies Kerrar)
- Surévaluation du taux de change et diversification de l'économie algérienne – Dossier CARE – Octobre 2020 (M. Hedir & Lies Kerrar)
- Problématique de la taxation des tabacs en Algérie et préoccupations de santé publique. Note pour l'association ADAM (Association d'aide aux malades) et pour CARE – **Février 2021**

5- Publications :

« L'économie algérienne à l'épreuve de l'adhésion à l'OMC. Préface de Murray Gibbs (CNUCED) » - Editions ENAG, Alger, 2003.